

CE SOIR A MINUIT
retardez d'une heure
vos montres et pendules

NOUVEAU DÉBAT A LA CHAMBRE SUR LA MOTION LEFÈVRE

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.240. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON
Vierge Laëtte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 35.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

SAMEDI
4
OCTOBRE
1919

L'ignorance est une
méchantementure qui
fait sans cesse bron-
cher celui qui est
dessus.
PROVERBE ARABE.

EN QUATRE HEURES LE CAPITAINE HIRSCHAUER PILOTE UN AVION, UN SPHÉRIQUE ET UN DIRIGEABLE



8 H. 30. — LE DÉPART A VILLACOUBLAY



9 H. — L'ATERRISSAGE A VILLACOUBLAY



10 H. — DÉPART DE SAINT-CYR EN BALLON



10 H. 1. — LE BALLON LIBRE PREND L'AIR



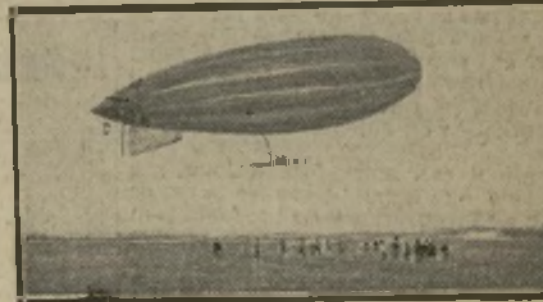
11 H. — LE BALLON A SAINT-NOM-LA BRETONNE



12 H. — DÉPART DE SAINT-CYR EN DIRIGEABLE



12 H. 5. — LE C^{te} HIRSCHAUER AU VOLANT



12 H. 30 — ATERRISSAGE DU DIRIGEABLE

Le capitaine Hirschauer, chef du service des collections du service technique de l'Aéronautique, vient d'accomplir un exploit qui, jusqu'à ce jour, n'avait pas été réalisé : en une matinée il a piloté successivement un avion, un sphérique et un dirigeable. Parti de Paris en auto, à 8 heures, il monta en avion, à Villacoublay, à 8 h. 30, pour y atterrir, après un circuit aérien, à 9 h. 30. Il gagna Saint-Cyr en auto,

s'embarqua dans la nacelle d'un sphérique à 10 heures, et atterrissait, à 11 heures, à Saint-Nom-la-Bretonne. Le sphérique dégonflé et embarqué à bord de l'auto, il repartait pour Saint-Cyr. Là, le capitaine montait dans un dirigeable à midi et revenait atterrir à son point de départ à 12 h. 30. Le capitaine est un des très rares titulaires des trois brevets civils et militaires d'avion, de dirigeable et de sphérique.

LES ARDITI PASSÉS EN REVUE PAR GABRIELE D'ANNUNZIO A FIUME



ON VOIT, A GAUCHE, DEVANT L'ÉTAT-MAJOR DU DICTATEUR : 1^o GABRIELE D'ANNUNZIO ; 2^o LE COMMANDANT REINA ; 3^o LE COLONEL REPETTO

Ces jours derniers, d'Annunzio fit annoncer qu'il allait passer une grande revue et récompenserait la valeur des braves. La prise d'armes, remise à cause du mauvais temps, a eu lieu au cœur même de Fiume, dans la rue. Le "Héros-Dieu" comme on appelle là-bas d'Annunzio, remit quelques croix. On le

voit ici passant devant un groupe d'arditi. Tous les officiers et soldats portent un petit ruban jaune, liséré de bleu et de rouge. Ils arborent aussi un large ruban aux couleurs de Fiume, violet, jaune et bleu, avec l'inscription en noir : "O Fiume, O Morte." On ignore quelles décorations distribue d'Annunzio.

UNE CRISE INQUIÉTANTE

NOUS SOMMES MENACÉS DE MANQUER DE CHARBON CET HIVER

Au ministère de la Reconstitution industrielle, on déclare que la question est entièrement subordonnée à celle des transports, et cette dernière n'est pas réglée.

ON ESPÈRE, EN TOUT CAS, QUE CHACUN AURA "SA PETITE PART", SUFFISANTE AUX BESOINS

On envisage et on va étudier la possibilité de remplacer le charbon par du bois.

Voici venir l'hiver et il n'apparaît point que la situation s'améliore, au point de vue du charbon. Le public est anxieux. Il s'agit, à juste titre, en constatant que le précieux combustible semble se faire de plus en plus rare. Et chacun demande : Où est le charbon ? Cette même question nous l'avons posée dans les bureaux du ministère de la Reconstitution industrielle, qui est compétent en l'espèce.

El l'un des collaborateurs de M. Loucheur, l'un de ceux qui sont spécialistes en la matière, nous a fait la réponse suivante : « Sans doute, la situation est loin d'être aussi satisfaisante qu'on pourrait le souhaiter, et les grèves anglaises, qui paralysent actuellement, et pour un temps indéterminé, l'importation du charbon britannique, ajoutent encore aux difficultés prévues. Cependant, il n'en faut pas conclure que le charbon allemand, depuis un mois déjà, commence à nous arriver. Certes, ces arrivages sont encore assez faibles, mais il ne faut pas se baser sur cette période de « démarrage » pour déterminer le rythme régulier des envois. Déjà, malgré les difficultés matérielles de mise en marche, il y a une tendance à l'augmentation, et chaque apport journalier est supérieur à celui de la veille.

En tout cas, nous ferons tous nos efforts pour que le public souffre le moins possible de l'insuffisance de production et d'importation et pour que chacun reçoive équitablement sa petite part, proportionnée rigoureusement à ses besoins.

Néanmoins, je vous prie de noter que les régions libérées seront favorisées et bénéficieront d'un effort spécial de notre part et d'un droit de priorité. Tout le monde comprendra qu'il est juste de songer d'abord à ceux de nos compatriotes qui ont souffert pendant cinq ans et qui, notamment, ont eu froid l'an dernier.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que la question du charbon est subordonnée à celle des transports. Ainsi, la région est de Paris, du côté de Neuilly-sur-Seine, s'est trouvée, ces temps derniers, très défavorisée, uniquement parce que le réseau de l'Est a été fermé, en septembre, vingt-cinq jours sur trente, pour cause d'embouteillage.

Les raisons ne manquent pas pour justifier la fermeture des réseaux : tantôt, il y a trop de wagons et pas assez de locomotives ; tantôt, on a des locomotives, mais on manque de wagons ; parfois, on a des locomotives et des wagons, mais on manque de personnel. Ces trois éléments jouent de telle sorte que l'on n'est jamais absolument sûr du lendemain, au point de vue des transports.

Il faut pourtant se garder aussi bien d'un pessimisme excessif que d'un optimisme exagéré, et il est permis d'espérer que, chaque service intéressé y mettant du sien, le public sera approvisionné en charbon, sinon largement, du moins suffisamment.

A ces déclarations nous pouvons ajouter que le R. N. C. (bureau national des charbons) envisage la possibilité de passer des marchés importants avec l'Amérique, qui importe déjà chez nous une certaine quantité de combustible destiné à des particuliers.

La protestation des maires de la banlieue parisienne

Parmi les plus désirables, au point de vue de l'approvisionnement en charbon, se trouvent les communes du département de la Seine. Et les maires de la banlieue parisienne protestent vigoureusement contre cette situation.

Réunis, lundi dernier, au nombre de 51, sous la présidence de M. Lagneau, maire de Boulogne-sur-Seine et président de l'Union amicale des maires de la banlieue, ils ont pris l'énergique résolution de démissionner en bloc si, au 15 octobre prochain, leurs communes n'ont pas au moins une provision de charbon suffisante pour un mois.

L'un d'eux, M. Collaie, maire de Bois-Colombes, nous a commenté ainsi cette résolution :

« Depuis un certain temps déjà, et à plusieurs reprises, le bureau de l'Amicale avait fait des démarches auprès de M. Loucheur pour lui demander de remédier à la situation lamentable de la banlieue parisienne. Notez, d'ailleurs, que nous n'avons aucune responsabilité à cet égard, puisque c'est la Préfecture de la Seine qui se charge de répartir le charbon entre les négociants et de le leur envoyer directement. Cependant, nos administrés s'en prennent à nous, et au surplus, nous ne pouvons pas, nous, nous désintéresser de la question.

Quoi qu'il en soit, M. Loucheur nous a répondu en substance que la situation n'était pas brillante et qu'il ne fallait pas s'attendre à avoir un approvisionnement égal à celui de l'an dernier... Ce à quoi nous avons répliqué que nous demandions au moins à avoir quelque chose, qui serait mieux que le néant actuel. Car il faut remarquer que nous sommes à l'entrée de l'hiver et qu'un habitant de nos communes n'a le plus petit stock de charbon. Là-dessus, on nous a fait des promesses.

Mais des promesses, nous en avons tellement entendues déjà que nous ne sommes pas du tout sceptiques, et c'est alors que nous avons pris, à l'unanimité, la décision que vous connaissez : ou nous aurons du charbon, ou nous démissionnerons.

Est-ce à la suite de cette résolution que la Préfecture de la Seine a communiqué une note annonçant une amélioration dans les approvisionnements, et précisant, notamment, que 3,000 tonnes seraient envoyées quotidiennement en banlieue, pendant six jours et peut-être davantage ?

Sans doute... En tout cas, je dois convenir qu'il y a eu un commencement d'exécution, mais si faible que, si on s'imagine qu'il ne se prolonge, nous serons encore loin de compte. C'est ainsi que Bois-Colombes, qui compte 20,000 habitants, a

reçu avant-hier 40 tonnes de charbon, c'est-à-dire 2 kilos par habitant ! Il est vrai que l'on m'annonce l'arrivée prochaine de 60 tonnes de briquettes de lignite, mais nous ne les tenons pas encore.

Alors, nous cherchons, en attendant, chacun pour notre compte, à faire venir des combustibles de remplacement : bois ou coke. Mais notre confiance dans les transports est si médiocre que, même à ce point de vue, nous ne sommes pas du tout sûrs du lendemain. Et nous maintenons notre décision pour le 15 octobre : ou du charbon ou la démission.

Nous voulons espérer, cependant, dans l'intérêt de la tranquillité publique, que les efforts s'intensifient et se prolongent de telle sorte que nos concitoyens reçoivent satisfaction.

Tels sont les commentaires du maire de Bois-Colombes, qui ne font que refléter l'opinion de la grande majorité des maires de la banlieue parisienne.

Léon GROC.

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX CHEZ M. CLEMENCEAU

MM. Evain, président du Conseil municipal ; Autrand, préfet de la Seine ; Jean Marin, président du Conseil général ; Le Gornier et Fiancette, président et rapporteur de la 2^e commission du Conseil municipal, ont été reçus, hier matin, par M. Clemenceau, président du Conseil, au sujet de la crise du charbon.

M. Clemenceau a répondu que tout programme de ravitaillement était, à cet égard impossible, en raison de la suppression des exportations de charbon anglais, et ajouta qu'il ne fallait pas compter s'approvisionner autrement qu'à jour le jour, mais que, néanmoins, tous les efforts seraient tentés pour permettre à la population d'avoir du charbon.

M. Fiancette a alors demandé s'il ne serait pas possible de dresser un programme de ravitaillement en bois, quitte à supprimer, s'il était nécessaire, un certain nombre de trains de voyageurs. M. Clemenceau a trouvé la suggestion intéressante et va essayer de la mettre en pratique.

M. Mayéras, député de la Seine, a déposé, hier, une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le ministre de la Reconstitution industrielle pour assurer l'approvisionnement de la France en charbon domestique.

M. Mayéras, député de la Seine, a déposé, hier, une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le ministre de la Reconstitution industrielle pour assurer l'approvisionnement de la France en charbon domestique.

UNE PROPOSITION DE M. PATÉ SUR L'ARMÉE NOUVELLE

Par une proposition de loi, M. Henry Paté vient de proposer à la Chambre une nouvelle organisation de l'armée.

Aux termes de cette proposition, l'armée permanente se composerait :

1^o de militaires de carrière constituant les troupes de couverture sur le pied de guerre et les cadres chargés de l'instruction des jeunes recrues, de la préparation de la mobilisation ; 2^o d'écoules de réserve ou passeront tous les Français.

D'après M. Paté, un an de service actif serait largement suffisant ; des permissions pourraient être accordées jusqu'à concurrence de deux mois. A la fin de leur service actif, les jeunes soldats seraient versés dans l'armée de campagne jusqu'à 41 ans, puis dans l'armée territoriale jusqu'à 48 ans.

Pendant leur séjour dans l'armée de campagne, ils seraient astreints à deux périodes d'instruction de trois semaines chacune, et, pour l'armée territoriale, à une période d'une semaine.

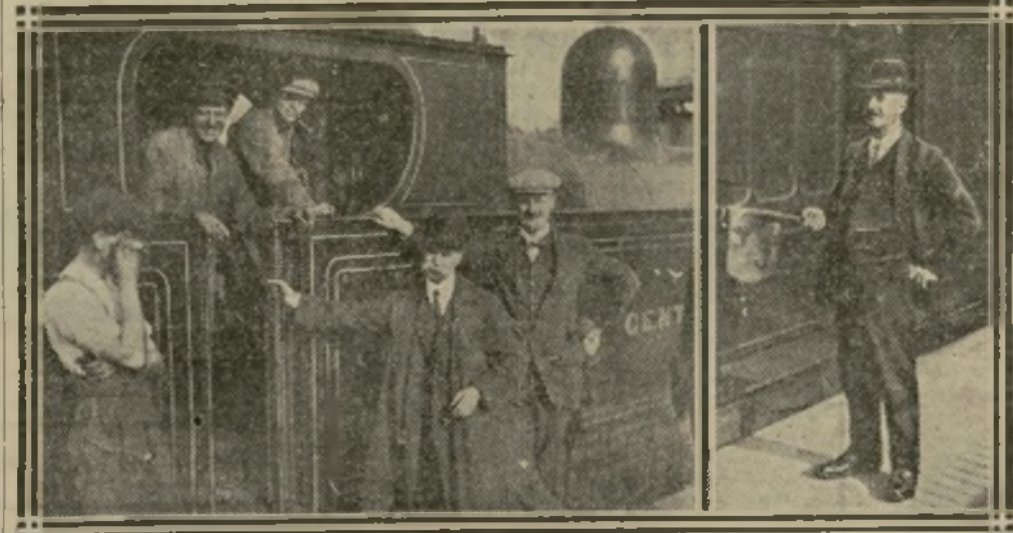
La proposition prévoit, en outre, la réorganisation des cadres et effectifs permanents, ainsi que les dispositions transitoires indispensables pour ramener aux effectifs des besoins de l'avenir le nombre des officiers de carrière.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS ANGLAIS

LA SITUATION EST BEAUCOUP PLUS AISÉE A DÉCLARÉ UN LEADER TRAVAILLISTE APRÈS LA CONFÉRENCE TENUE CHEZ M. LLOYD GEORGE

Tandis que le gouvernement continue à améliorer le trafic des voies ferrées et la distribution des approvisionnements, le comité ouvrier négociateur tente de contribuer à la solution de la crise actuelle.

L'IMPORTANCE CAPITALE DES POURPARLERS EN COURS



DEUX MAJORS MECANICIENS ET UN CAPITAINE CHEF DE GARE. Depuis la grève, certaines personnes britanniques, comme le firent quelques Parisiens et Parisiennes notables lors de la grève des transports en commun, se sont engagées à remplacer les grévistes des chemins de fer d'Angleterre. Voici, faisant fonctions de mécanicien et de chauffeur, sur le « Great Central », les majors Stanley Tamen et Garton, et, remplaçant le chef de gare de Wycombe, le capitaine Emze donnant le signal du départ.

LONDRES, 3 octobre. — A la nouvelle conférence tenue dans la matinée, à Downing street, assistaient une délégation des ouvriers des transports, les délégués de la Fédération des trade-unions et le premier ministre.

L'impression générale qui règne est que des entretiens actuels peut dépendre la tournure que prendront les événements. Ils sont considérés comme les plus décisifs depuis le début de la grève.

Les chefs travaillistes sont partis de Downing street à 13 h. 30. L'un d'eux, répondant à une question, a déclaré que la situation était beaucoup plus aisée. « Il se peut que nous revenions plus tard dans la journée », a-t-il ajouté.

Les conférences des fédérations

LONDRES, 3 octobre. — La conférence de la Fédération des ouvriers des transports relative à la grève des chemins de fer poursuivra sa discussion cet après-midi sur une base beaucoup plus large et plus représentative. Les Trade-Unions affiliées à la Fédération des transports ont reçu une invitation demandant d'envoyer leurs comités exécutifs ; les autres syndicats représentés précédemment ont été priés d'envoyer un plus grand nombre de délégués ; d'autres Trade-Unions, dont la Fédération des mineurs, ont été également invités.

Au cours de la matinée, les membres du comité négociateur, agissant en qualité d'intermédiaires entre le gouvernement et les cheminots, ont conféré dans les locaux de la Fédération des transports. L'objet de

la conférence était de faire un nouvel effort en vue de résoudre la crise actuelle.

Ce soir, à 23 heures, l'Union des « Vehicle Workers » tiendra une réunion. Le comité exécutif s'efforcera d'organiser des séries de réunions en masse du personnel des tramways et des autobus, en vue d'examiner s'il y a lieu de faire une action de sympathie en faveur de l'Union fédérale des cheminots.

Le communiqué officiel est optimiste

LONDRES, 3 octobre. — Le communiqué officiel publié aujourd'hui annonce une amélioration sensible dans le trafic des chemins de fer. Les services des marchandises par chemin de fer, en particulier, continuent à augmenter. Le nombre des cheminots reprenant le travail augmente également.

Les mesures prises pour assurer la distribution des approvisionnements augmentent en efficacité de jour en jour.

Un bruit

LONDRES, 3 octobre. — Le bruit court que les négociations sont dans une impasse, le gouvernement exigeant que les ouvriers retournent au travail avant que les négociations reprennent.

Ja même délégation qui a conféré avec M. Lloyd George confèrera également avec les délégués de la Fédération nationale des cheminots à 15 h. 30.

Le gouvernement a donné des instructions pour que les salaires hebdomadaires dus aux cheminots ne leur soient pas payés, les ouvriers ayant quitté le travail sans avis préalable.

LE TRAITÉ DE PAIX A ÉTÉ DÉPOSÉ, HIER, AU SÉNAT

Au nom du gouvernement, M. Pams, ministre de l'Intérieur, a déposé, hier, sur le bureau du Sénat, les projets relatifs au traité de Versailles et les conventions de garantie passées avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, projets votés jeudi par la Chambre.

M. Léon Bourgeois ayant déposé son rapport au cours de la séance, la discussion a été fixée à jeudi prochain. Le Sénat a voté, d'autre part, un certain nombre de projets, dont ceux portant ouverture de crédits additionnels pour les versements des traitements des fonctionnaires, celui accordant des subventions et des avances aux communes directement atteintes par des événements de guerre, pour leur permettre d'équilibrer leur budget.

En fin de séance, après l'adoption du projet accordant un délai supplémentaire de quinze jours pour les inscriptions sur les listes électorales, M. Flaissières a réclamé l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative au suffrage des femmes.

Le rapport n'est pas distribué ; objecta M. Antonin Dubost.

UN PROCÈS AUTOUR DES BIJOUX DE LA COUR D'AUTRICHE

Avant la guerre, la cour d'Autriche, voulant soutenir la contre-révolution en Portugal, au bénéfice du roi Manoel, aurait, en 1913, décidé de vendre ou d'engager en France un certain nombre de bijoux historiques, parmi lesquels un collier en diamants d'une valeur de cinq millions, offert par Napoléon à Marie-Louise.

Pour réaliser ce projet, la famille impériale s'adressa à une dame du monde française. Un courtier fut chargé de l'opération. Il devait agir avec la plus grande discrétion et ne recevoir ni signer de reçu pour les ventes ou les commissions qu'il pourrait effectuer.

La guerre survenue, le courtier fut mobilisé, blessé et cité à l'ordre du jour.

Rendu à la vie civile, la dame du monde lui demanda des comptes. Ils ne furent pas d'accord, et la dame déposa une plainte en détournement de fonds.

M. Cluzel, juge d'instruction, a entendu le courtier. Celui-ci, non seulement proteste n'avoir dérobé aucune somme, mais encore se fait fort d'établir qu'il a déboursé personnellement une somme de 30,000 fr. au cours des négociations.

APRÈS LE VOTE DU TRAITÉ

HIER A LA CHAMBRE GRAND DÉBAT SUR LA MOTION LEFÈVRE

Dans une éloquente intervention, M. René Viviani montre que les Alliés peuvent trouver dans le traité les moyens de désarmer l'Allemagne.

M. ANDRÉ LEFÈVRE SE RALLIE AU TEXTE DE LA COMMISSION QUI EST VOTÉ A L'UNANIMITÉ

On adopte une motion demandant la convocation de la Société des nations.

La motion de M. André Lefèvre visant le désarmement de l'Allemagne a donné lieu, hier, à un nouveau et intéressant débat. Après les explications de M. Tardieu et sur les instances de M. René Viviani, qui a montré à la Chambre que les Alliés pouvaient trouver dans le traité même les moyens d'arriver au résultat recherché par le député des Bouches-du-Rhône, celui-ci s'est rallié au texte de la commission, qui a été adopté à l'unanimité de 503 votants.

M. André Lefèvre hésita, au début, à accepter ce texte :

« Ne nous laissons pas d'illusions ! dit-il à la Chambre, derrière la façade de Noske, l'armée allemande se relève. Le gouvernement nous enseigne sur ce fait. Il ne me contredira pas. Vraisemblablement, il y a 600,000 à 800,000 Allemands sous les armes. Nul ne me contredira quand j'affirme que l'Allemagne ne manque pas de matériel, surtout aérien, puisqu'elle vend des avions à la Suède et au Danemark. Du 11 novembre à fin décembre, elle a fabriqué 45 millions de coups de canon et 2,500 pièces neuves d'artillerie. Au moment de l'armistice, l'Allemagne avait 8,000 avions en fabrication. Il est vraisemblable qu'elle a achevé d'élaborer ces canons.

Pour M. André Lefèvre, une mesure de précaution s'impose, si l'on veut éviter le nouveau désastre qui est en préparation : l'interdiction à l'Allemagne de toute fabrication de matériel de guerre, interdiction faite par un ultimatum appuyé de mesures de coercition.

« Alors, interrompit M. Gachin, il faut désarmer universellement !

« Si le désarmement universel est un idéal auquel nous voulons tous atteindre, riposta M. André Lefèvre, je dirai, paraphrasant la phrase célèbre : « Que messieurs les Allemands commencent ! » Etant donné que j'ai là, installé au centre de l'Europe, un peuple suspect, le traité de paix, si on le veut, peut être le commencement de celui qui l'on commence, et que les autres restent armés, momentanément tout au moins, pour veiller à l'exécution de ce désarmement ; agit autrement, ce sera une pièce de résistance de nous révéler un beau jour dans les chaînes de l'esclavage !

Les explications de M. Tardieu

M. Tardieu, commissaire du gouvernement, demanda à M. André Lefèvre de se rallier au texte de la commission. Il rappela que le traité interdit à l'Allemagne de fabriquer des tanks, des gaz et de l'artillerie lourde.

Quant à l'artillerie de campagne, dit-il, nos tracts nous donnent le droit de réduire le nombre de ses pièces de 9,000 à 2,500, c'est-à-dire dans la proportion de 97/100, et nous aurons la faculté d'investigation en Allemagne.

Nous nous sommes d'ailleurs mis d'accord avec la commission pour interdire même la fabrication de l'artillerie légère aux Allemands, à charge pour les Alliés de leur fournir ces canons.

L'activité singulière des fabrications actuelles d'artillerie en Allemagne nous permettra, le traité voté, de constater que cet excès d'armement ne peut s'expliquer que par son intention de violer le traité, d'aller braver nos alliés, et, fort de cette constatation, de leur proposer de fournir à l'Allemagne ses 288 canons.

Discours de M. Viviani

Dans une éloquente intervention, M. René Viviani soutint également que le traité nous donnait les moyens d'obtenir ce que demandait M. Lefèvre.

L'article 168 donne aux Alliés un droit facile et au droit express, dit le droit facile, c'est, aussitôt après la ratification du traité par trois grandes puissances, et sa notification à l'Allemagne, la possibilité de procéder à la destruction de tout le matériel de guerre en excédent de ce que le traité donne à l'Allemagne le droit de posséder.

A l'heure actuelle, sous la conduite du général Nibel, cent officiers français se livrent en Allemagne à des investigations dont nous ne tarderons pas à connaître les résultats. Et, en possession de ces documents, nous serons très forts vis-à-vis de nos alliés pour les persuader de la nécessité d'exiger de l'Allemagne l'exécution du traité. Puis l'article 168 nous donne un droit express : c'est la possibilité de réduire à une seule les usines de guerre de l'Allemagne.

L'ancien président du Conseil exprima, d'autre part, l'espoir d'une prompt ratification du traité par les Etats-Unis :

« Sans doute, dit-il, au jour de l'armistice, l'Allemagne courbait la tête ; au bout de trois mois, elle se préparait à la relever ; au bout de huit mois, elle l'avait relevée. Si le traité, qui est exécuté après la ratification par trois parlements, ne devenait effectif qu'en décembre, nous serions en danger.

Enfin, ne pensez-vous pas qu'il y aurait de grands avantages à ce que les membres du droit de la Société des nations fussent mis en état d'échanger leurs idées sur les directives générales de l'ordre à poursuivre ? Nul doute que ce sentiment de solidarité internationale n'est plus qu'un sentiment de solidarité internationale, et que, pendant la guerre, sur l'appel du président Wilson, nous aurons vu se lever des hommes de bien pour accomplir cette tâche.

M. Clemenceau annonce, à la fin de la séance, qu'il envoie une missive identique à M. Lloyd George.

UNE MOTION DE M. CHAUMET

M. Chaumet, député de la Gironde, vient de déposer une motion ainsi conçue :

« La Chambre invite le gouvernement à proposer à toutes les nations la création d'un organisme juridique indépendant, permanent, qui aura pour mission de garantir l'indépendance des peuples, la souveraineté des nations, l'exécution des traités, et qui disposera, à cet effet, d'une force internationale, le désarmement de tous les Etats particuliers devant être assuré. »

Déclaration de l'émir Saïd

MARSEILLE, 3 octobre. — Il résulte de détails inédits, donnés par l'émir Saïd, que l'amiral Mornet fut blessé, non pas accidentellement, mais criminellement, au cours de la fantasia donnée en son honneur. Celui de M. Picot par le chef des « Druzes ». Quoique blessé au ventre, l'amiral continua courageusement à sauver la foule, et se rendra à Beyrouth qu'après avoir rendu visite à son hôte.

Ayuntamiento de Madrid

BOREALE

UNIQUE pour Laver

Linge et Tissus

ECOLES

PARIS

COMMERCE, Éducation, Santé, Justice, Travaux Publics, etc.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LA DAME AUX PERLES

par MAURICE LEVEL

Devant le restaurant, sur le pas de la porte, Mme Ravenot s'arrêta. Derrière la glace, par un reflet de lumière, elle distinguait les visages des hommes en habit. Cela sentait la joie, la fête, la jeunesse. Elle se pencha vers la porte, et dit :

— Pas ici, cela coûterait des prix fous !
— Et si je n'ai aucune envie d'attendre ?
— Tu ne veux pas que je t'attende ?

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

— Tu es très bien ; et puis tu n'as pas l'air de vouloir épater les gens.

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

AUX ÉTATS-UNIS

LE DERNIER BULLETIN DE SANTÉ DÉCLARE QUE M. WILSON EST TRÈS MALADE

Le roi Albert, qui désirait lui rendre visite incognito, a dû, sur l'avis des médecins, renoncer à son projet.

WASHINGTON, 3 octobre. — L'état de santé de M. Wilson ne s'est pas amélioré. Ce matin, une nouvelle consultation entre M. Grayson, docteur du président, et les spécialistes a eu lieu.

Le roi Albert, qui désirait se rendre à Washington, pour présenter ses sympathies au président Wilson, y a renoncé à la réception d'un télégramme du docteur Grayson, disant que l'état de santé de M. Wilson rendait nécessaire l'interdiction de toute visite.

Le dernier bulletin de santé signé, hier soir, par le docteur Grayson dit que le président est très malade.

Le docteur Grayson, de Philadelphie, a examiné le président jeudi et est d'avis que son état est très grave.

AUTOUR DE LA CONFÉRENCE

La Conférence du travail à Washington

On assure que le gouvernement des États-Unis vient d'inviter officiellement l'Allemagne et l'Autriche à se faire représenter à la Conférence du travail à Washington. Toutefois, l'admission de leurs délégués sera décidée par la Conférence elle-même.

Après le referendum du Luxembourg

BRUXELLES, 3 octobre. — A la suite des résultats du referendum qui a eu lieu dans le grand-duché de Luxembourg, les négociations économiques que le gouvernement belge avait entamées avec le gouvernement luxembourgeois ont été rompues. Le gouvernement grand-ducal a été avisé, d'autre part, que le prince de Ligne, qui représentait au Luxembourg une mission spéciale, allait être rappelé.

L'Allemagne a répondu hier à l'Entente

BERLIN, 3 octobre. — Le Lokal Anzeiger annonce que le gouvernement allemand enverra aujourd'hui, 3 octobre, sa réponse à la note de l'Entente au sujet de l'évacuation des provinces baltes.

Le gouvernement allemand se montrant prêt à employer tous les moyens dont il dispose pour rappeler les troupes allemandes de Courlande. Il expliquerait que ses intentions à ce sujet n'ont jamais fait de doute.

La révision des traités de 1839

L'état des négociations

BRUXELLES, 3 octobre. — En ce qui concerne les négociations hollandaises, le correspondant de la Libre Belgique à Paris télégraphie :

« Les grandes puissances proposent d'amener la Hollande et la Belgique à voter un accord comprenant :

1° Une entente sur les questions économiques sur lesquelles un accord est possible ;

2° Une déclaration hollandaise considérant toute violation du Limbourg hollandais comme un casus belli ;

3° Une déclaration par laquelle la Hollande s'engageait à demander immédiatement son admission à la Ligue des nations.

Le délégué américain aurait demandé aux Belges de nouvelles propositions, en tenant compte de l'avis ci-dessus des grandes puissances, propositions sur lesquelles l'accord avec les Hollandais pourrait se faire.

Les nouvelles inscriptions sur les listes électorales

La loi accordant un délai supplémentaire à certaines catégories d'électeurs pour leur inscription sur les listes électorales est promulguée, ce matin, au Journal officiel.

Aux termes de cette loi, un délai de quinze jours francs est accordé aux électeurs non inscrits encore à l'expiration de ce délai, les demandes seront déposées au secrétariat de la mairie pendant huit jours, et communiquées à tout requérant.

Un article additionnel de M. Ernest Lafont, tendant à rendre applicable à l'Alsace et à la Lorraine la loi sur la liquidation des biens séquestrés, a provoqué une vive discussion que la Chambre reprendra ce matin.

Les mutins de la "France"

TOULON, 3 octobre. — Les lieutenants de vaisseau Barbier et Bes de Bex, après avoir fait l'éloge des maîtres et seconds maîtres qu'ils eurent sous leurs ordres, confirment les tentatives de désobéissance des marins bolcheviks du vapeur russe *Mikhaïlovitch*, que nous avons capturé, et avec lesquels nos matelots se trouveront longtemps en contact.

La signature de l'armistice affaiblit la discipline à bord, surtout pendant le second séjour dans la mer Noire, mais le lieutenant de vaisseau Barbier reconnaît pourtant que l'équipage *El Drouve* de zèle et de dévouement lors de l'évacuation d'Odessa.

Dans la séance de l'après-midi, on a entendu les dépositions des enseignants de vaisseau Priemoulin, Debore et Collat, ainsi que le mécanicien principal Sylvain Durand.

Le meurtre du brigadier Brossard

On a découvert en Belgique, sur la route de Polleur à Tignes, au hameau de Verrières, le cadavre d'Alphonse Suard, le collègue de Mathieu, dit « Petit Louis », auteur de l'assassinat du brigadier Brossard. On se le rappelle.

On présume que Suard a été assassiné par son complice Mathieu. (Petit Parisien.)

LE TRAITÉ EN AMÉRIQUE

LE SÉNAT AMÉRICAIN REPOUSSE TOUS LES AMENDEMENTS FALL SAUF UN. PUIS S'AJOURNE

Les défenseurs du traité accueillent avec enthousiasme la nouvelle de sa ratification par la Chambre française.

WASHINGTON, 3 octobre. — Le Sénat a repoussé tous les amendements Fall, sauf un qui sera examiné ultérieurement. Il a repoussé trois des amendements : l'un relatif à la représentation américaine dans la commission du Luxembourg ; le second relatif à la représentation américaine dans la commission de la Saxe ; et le troisième proposant que les États-Unis ne soient pas une des puissances intéressées à la protection de la Tcheco-Slovaquie. Vingt-six amendements d'un caractère similaire ont été repoussés en bloc, puis, sans autres, Le Sénat s'est ajourné, laissant l'amendement demandant que les États-Unis ne soient pas représentés à la convention de réparations, qui sera examiné ultérieurement.

La nouvelle de la ratification du traité de paix par la Chambre française a été accueillie avec enthousiasme par les défenseurs du traité.

Un autre événement important de la journée est l'intervention du sénateur républicain Hoke Smith, qui a proposé sept nouvelles réserves, en déclarant qu'il jugeait impossible que le traité soit ratifié si ces modifications n'étaient pas acceptées.

M. Smith est le premier démocrate qui ait proposé un programme bien défini de réserves et de modifications.

LA GREVE DES LADS SUR LE POINT DE FINIR

Le prix du Conseil-Municipal serait couru demain à Longchamp

Les lads ont tenu une réunion pour protester contre la façon dont ils avaient été reçus par les entraîneurs lorsqu'ils se sont rendus au siège de la Société des Sleepers-Clubs. Pour le reste, journée calme et pluvieuse de détente. Le maître de Chamilly, M. Vallon, ayant fait savoir à M. Clément Duval que le syndicat des lads était légalement constitué, M. Clément Duval s'est rendu au siège du syndicat des lads, place de la Gare, à Chamilly, et a invité les lads, en son nom personnel, à reprendre le travail moyennant 15 francs par jour. Les lads ont demandé 15 francs, consentant si on leur accordait ce prix, à songer à la peine du personnel. Ils réclament également le paiement de leurs journées de grève et l'assurance qu'aucun renvoi ne sera prononcé pour fait de grève.

Les entraîneurs se sont à leur tour réunis dans la soirée, et ont décidé de donner carte blanche à leur président, M. Clément Duval. Celui-ci a aussitôt repus les pourparlers avec les lads, et il est plus probable que les pourparlers aboutiront dans la journée, et que le prix du Conseil-Municipal pourra être couru demain à Longchamp.

Le régime transitoire de l'Alsace-Lorraine

Au cours de sa séance d'hier matin, la Chambre a continué la discussion du projet relatif au régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

Elle a adopté les divers articles, dont ceux prévoyant le maintien des circonscriptions administratives existantes, le district de Basse-Alsace redevenant le département du Bas-Rhin ; celui de Haute-Alsace, le Haut-Rhin ; celui de la Lorraine, le département de la Moselle ; le département du Bas-Rhin devant élire cinq sénateurs et neuf députés ; la Moselle, cinq sénateurs et huit députés ; le Haut-Rhin, quatre sénateurs et sept députés.

Un article additionnel de M. Ernest Lafont, tendant à rendre applicable à l'Alsace et à la Lorraine la loi sur la liquidation des biens séquestrés, a provoqué une vive discussion que la Chambre reprendra ce matin.

Les mutins de la "France"

TOULON, 3 octobre. — Les lieutenants de vaisseau Barbier et Bes de Bex, après avoir fait l'éloge des maîtres et seconds maîtres qu'ils eurent sous leurs ordres, confirment les tentatives de désobéissance des marins bolcheviks du vapeur russe *Mikhaïlovitch*, que nous avons capturé, et avec lesquels nos matelots se trouveront longtemps en contact.

La signature de l'armistice affaiblit la discipline à bord, surtout pendant le second séjour dans la mer Noire, mais le lieutenant de vaisseau Barbier reconnaît pourtant que l'équipage *El Drouve* de zèle et de dévouement lors de l'évacuation d'Odessa.

Dans la séance de l'après-midi, on a entendu les dépositions des enseignants de vaisseau Priemoulin, Debore et Collat, ainsi que le mécanicien principal Sylvain Durand.

Le meurtre du brigadier Brossard

On a découvert en Belgique, sur la route de Polleur à Tignes, au hameau de Verrières, le cadavre d'Alphonse Suard, le collègue de Mathieu, dit « Petit Louis », auteur de l'assassinat du brigadier Brossard. On se le rappelle.

On présume que Suard a été assassiné par son complice Mathieu. (Petit Parisien.)

NOUVELLES BREVES

Le maréchal Foch, venant de Tarbes, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

Le ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, a été reçu hier, officiellement, à Valentigney, son village natal, il a été très chaleureusement accueilli par la population.

SUR LE FRONT RUSSE

DENIKINE, QUI AVANCE RAPIDEMENT, N'EST PLUS QU'À 240 MILLES DE MOSCOU

Les Poïlois ont traversé la Dvina en plusieurs endroits, tandis que Koltchak refoule les bolcheviks à l'est.

LONDRES, 3 octobre. — L'agence Reuter apprend que le long du fleuve Dvina, à l'est de Dvinsk, de récents combats acharnés ont eu comme résultat l'occupation par les Poïlois de toute la rive droite du fleuve, entre Dvinsk et une trentaine de milles au sud-est de Polatsk ; ils ont traversé le fleuve en plusieurs endroits.

En Ukraine, l'offensive bolchevik contre Poltava semble arrêtée.

Denikine avance rapidement vers Moscou, il n'est plus distant que d'environ 240 milles.

Tandis que Denikine avance au sud, les armées de Koltchak continuent à refouler les bolcheviks à l'est.

Les bolcheviks se sont maintenant retirés au delà de l'embouchure du Tobol et ont évacué Tobolsk.

La grève des cheminots anglais

Une déclaration de M. Lloyd George

LONDRES, 3 octobre. — On déclare officiellement que, répondant à une question, M. Lloyd George a dit que tout homme retournant au travail immédiatement serait réintégré et recevrait la paye qui lui est due.

L'Agence Reuter annonce qu'une réunion complète du cabinet a eu lieu sous la présidence de M. Lloyd George.

Les ministres ont été unanimes à approuver la politique du premier ministre, qui refuse d'entrer en relations et en négociations avec les cheminots avant que les grévistes aient repris le travail.

La représentation diplomatique de l'Autriche

VIENNE, 3 octobre. — On mande de Vienne à l'Office des Affaires étrangères, docteur J. Eichelhoff, nommé chef de la représentation diplomatique de la République autrichienne à Paris, aura comme adjoint le conseiller Walter Mayhauser et comme attaché pour la presse le docteur Paul Zifferer, correspondant du Bureau de correspondance viennoise. M. Eichelhoff est déjà parti pour Paris, où il entrera immédiatement en fonctions.

DANS LES THÉÂTRES

A l'Opéra, à l'Opéra-Comique et à l'Odéon, les représentations n'ont pas repris. Dans les autres théâtres, on a joué sans incident.

Le Nouvel-Ambigu reprend ce soir les représentations du *Vieux Marcheur*, avec M. Albert Brasseur, Mmes Marcelle Lender, Monna Delia et les mêmes artistes qu'avant la grève.

La Porte-Saint-Martin annonce pour demain soir dimanche la répétition générale de *Mon frère avait raison*, la pièce nouvelle de M. Sacha Guitry, et, pour lundi, la première représentation.

Le Théâtre Sarah-Bernhardt fera dimanche, en matinée, la reprise de la *Dame aux Camélias*, avec Mlle Andrée Méry et M. Louis Gauthier.

Le Théâtre Michel continuera, à partir de ce soir, les représentations de *l'École des Coquettes*, avec Mlle Jane Marnac, MM. Signoret et Rainau.

La répétition générale du *Voleur*, au Théâtre du Gymnase, aura vraisemblablement lieu lundi soir.

Celle de *l'Erreur d'une nuit d'été*, au Théâtre Edouard-VII, est provisoirement fixée à mercredi.

L'APPLICATION DE LA SEMAINE ANGLAISE AUX ÉCOLIERS

M. Charles Leboucq propose de reporter au samedi le congé du jeudi, afin de faire coïncider le repos des enfants avec celui de leurs parents.

La réforme projetée n'est pas très favorablement accueillie dans les milieux universitaires

Les écoliers auront-ils la semaine anglaise ?

La proposition de M. Leboucq, député de Paris, tendant à la faire accorder aux élèves des lycées et des écoles primaires, ne semble pas, jusqu'ici, rencontrer une bien grande faveur. Dans les milieux universitaires, on envisage comme nécessaire le repos du jeudi, permettant la préparation des compositions tout en assurant une détente utile au professeur et à l'élève, et l'on n'attend du système nouveau aucune amélioration sensible.

Deux jours de repos consécutifs — ou de fânerie — ne paraissent pas devoir donner, au point de vue des études, de résultats satisfaisants, et, bien que les arguments fournis soient parfois, les uns fânerie, si l'on s'adresse aux universitaires ou aux membres de l'enseignement primaire, tous sont projetés ne saurait être considérée, dans l'intérêt de l'élève, comme une amélioration.

Voici, d'ailleurs, quelques-unes des opinions les plus caractéristiques recueillies dans les milieux les plus divers :

Au lycée Louis-le-Grand

— Ce que je pense de la semaine anglaise pour nos élèves ? me dit le professeur du lycée Louis-le-Grand. Je la juge absolument anti-pédagogique. Elle entraverait tout travail sérieux, la mise en marche d'un élève après un pont du vendredi au lundi ! Le repos du jeudi, coupant la semaine, est, au contraire, avec la surcharge écessive des programmes, tout à fait nécessaire, soit que l'élève veuille profiter pour préparer un cours, suivre les spectacles, les classes, qui sont pour lui à la fois un délassement et un enseignement, ou aller au stade faire du sport, ce qui ne serait pas possible en autre jour. Fâcheux pour les externes, le régime m'apparaît, pour les internes, particulièrement détestable. Les correspondants des lycées gens dont la famille habite la province — ils sont nombreux — voudront-ils deux jours de suite, se charger d'eux ? Devrons-nous, dans le cas con-

FIN DU CONFLIT DES SPECTACLES

AU JOURD'HUI L'ACCORD SERA SIGNÉ ENTRE DIRECTEURS ET SYNDIQUÉS ET TOUS LES THÉÂTRES ROUVRIRONT

C'est le résultat des entrevues qui eurent lieu au ministère de l'Instruction publique.

Le conflit des théâtres sera résolu aujourd'hui même et, ce soir, tous les théâtres joueront. Ce matin, l'accord arrêté hier soir entre directeurs et syndiqués sera ratifié. Ainsi se termine une grève qui durait depuis une semaine.

Hier matin, M. Lafferre a reçu de nouveau les délégués de la Fédération des spectacles, MM. Campana et Bary. La discussion a porté sur le fameux article premier, toujours en litige. Le ministre fut, dit-on, persuasif, et il convoqua les délégués à une nouvelle réunion l'après-midi, réunion qui devait être décisive, en présence des délégués des directeurs de théâtre et de la commission des auteurs.

A 11 heures, MM. Alphonse Franck, Abel Devail, Du renne et Henry Bernstein, co-directeurs du Gymnase, arrivèrent au ministère, et eurent une entrevue avec le ministre. Puis arrivèrent les commissaires de la Société des auteurs, MM. Romain Coolus, président ; Messager et Rivore, vice-présidents, auxquels s'ajoutèrent MM. Robert de Fiers et Pierre Wolff.

C'est avec ces partenaires illustres que MM. Bary, Watson, Campana, Legris, Albert et Mme Lara vont discuter de l'article premier. La discussion est longue. Elle dure jusqu'à 6 h. 30.

A la sortie, directeurs, auteurs et syndiqués échangeant des poignées de main et se disant : « A demain ! »

Le ministre pacificateur

M. Lafferre, en recevant les journalistes, confirme la bonne nouvelle qu'*Excelsior* a donnée hier : on jouera samedi.

Nous espérons, dit le ministre, que l'accord sera signé demain. A midi, au dîner d'une nouvelle entrevue qui aura lieu dans mon cabinet. Les syndiqués obtiennent satisfaction pour les huit heures, les salaires, et pour l'ensemble de leurs revendications.

Et l'article premier ?
— Non parlons pas !
— La clause subsiste-t-elle ?
— Elle est incluse dans les autres clauses.

LES STIPULATIONS DE L'ACCORD

Voici le texte de l'accord arrêté entre les directeurs et le comité intersyndical du spectacle, texte dont MM. les directeurs de théâtre nous ont fait mystère à 7 heures du soir, mais qui était communiqué, deux heures plus tard, à quatre mille personnes, au meeting de la rue Grange-aux-Belles.

Entre les soussignés : 1° L'Association des Directeurs de théâtre de Paris, représentée par M. Devail, d'une part ; 2° L'Association des Directeurs, représentée par M. Alphonse Franck, d'une part ; 3° La Chambre syndicale des Directeurs de spectacle de France, représentée par M. Dufrenoy, d'une part ; 4° Le Comité intersyndical du Spectacle, représenté par M. Bary, d'autre part. Il a été convenu ce qui suit : les soussignés reconnaissent que la loi de 1884, qui garantit la liberté du travail et la liberté des syndicats, a une portée impérieuse générale ; qu'elle s'applique à l'université des entreprises publiques ou privées ; qu'il résulte de la loi et de l'arrêt de la Cour de cassation du 24 octobre 1916 :

1° Qu'un directeur de théâtre ne peut, en aucun cas, être contraint de n'employer que des syndiqués ;

2° Que MM. les directeurs s'engagent à respecter scrupuleusement les droits et les libertés syndicales ;

3° Qu'un directeur peut, s'il le décide ou l'accepte librement, n'employer que des syndiqués, mais à la condition : 1° que la convention soit temporaire ; 2° qu'elle soit dictée par un désir réciproque de conciliation et par le souci des intérêts professionnels ; 3° qu'elle ne nuise en rien à aucun des employés ;

4° Qu'il est convenu que le travail sera repris immédiatement aux conditions susénoncées ; 1° que les revendications des employés, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 2° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 3° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 4° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 5° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 6° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 7° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 8° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 9° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

ont été satisfaites ; 10° que les revendications des directeurs, en ce qui concerne les salaires et l'application de la journée de huit heures,

